

Projet d'Appui à la Politique Environnemental au Mali (PAPE)



Description :

Financement : Bilatéral

Partenaires et bailleurs : projet financé par la GTZ, mis en œuvre par le STP/CIGQE (Secrétariat Technique Permanent du Cadre Institutionnel de la Gestion des Questions Environnementales)

Bénéficiaires et parties prenantes : Direction Nationale de la Conservation de la Nature (Eaux et forêts), Secrétariat Technique Permanent, Agence de Bassin du Fleuve Niger, Direction Nationale du Contrôle de la Pollution et des Nuisances (assainissement) ; opérateurs locaux (ONG, groupement d'intérêt économiques, collectivités locales, organisations communautaire), populations locales

Echelles : nationale, locale

Date début et durée : 2005 pour 6 ans jusqu'en 2011

Objectifs et actions principales

Renforcer les capacités des services techniques de quatre structures publiques dans la mise en œuvre de la politique environnementale : Direction Nationale de la Conservation de la Nature (Eaux et forêts), Secrétariat Technique Permanent, Agence de Bassin du fleuve Niger, Direction Nationale du Contrôle de la Pollution et des Nuisances (assainissement).

Capitalisation des expériences de gestion durable décentralisée des ressources naturelles productives

Soutien apporté à de petites actions de développement local et de gestion durable des ressources naturelles (du type assainissement à petite échelle, fourniture de points d'eau, de routes, mise en place de pépinières) réalisées par des structures de la société civile de type ONG, association communautaire, groupement d'intérêt économique ou collectivités territoriales.



Fonctionnement :

Volet de petites subventions en partenariat avec le Ministère de l'Environnement. Les structures interviennent comme prestataires de services sur appel d'offre des structures publiques.

Sélection des actions et des prestataires

- Elaboration d'un plan annuel opérationnel en concertation avec le STP : définition des actions de terrain qui impliquent la répartition budgétaire entre les quatre structures.

- Les structures techniques du Ministère organisent ensuite les appels d'offres, ouverts aux ONG, aux OCP, aux GIE ou aux collectivités territoriales. Ils élaborent les Termes de Référence (TDR) et choisissent l'opérateur.

Suivi des projets

Le PAPE contrôle les termes de référence et met en place le système de suivi technique et financier : ce sont les structures techniques publiques qui doivent rédiger les rapports de suivi technique et financier des activités réalisées par les prestataires.

Ceux-ci passent un contrat (convention locale dans le cas des collectivités territoriales) avec les structures opérationnelles sur des réalisations précises et planifiées en amont.

Ils réalisent les actions et animent les cadres de concertation nécessaires pour la pérennité de l'aménagement entre les bénéficiaires et les autorités locales.



Lien avec la lutte contre la désertification

Ce projet s'inscrit dans les axes développés par les documents stratégiques de la politique environnementale du Mali, la politique nationale de protection de l'environnement (1998), la loi d'orientation agricole (2006) et le cadre stratégique pour la croissance et la réduction de la pauvreté (2006)

Il vise un développement du secteur agricole avec une entrée institutionnelle qui privilégie la mobilisation des structures décentralisées et participatives et le renforcement de capacités des structures de l'Etat en charge de la politique environnementale.

C'est un exemple de montage institutionnel pour des projets adressés à des organisations de base, venant en renforcement des capacités des structures publiques et pouvant contribuer directement ou indirectement à la LCD.

Référence :

Entretien au STP en août 2007, Bamako